

Nicole Borvo Cohen-Séat (75)

Contribution pour le 37ème congrès

Les fractures de la société et l'état calamiteux de « la politique » tiennent à l'absence de perspective face à l'ordo-libéralisme. Tous les mécontentements, et ils sont nombreux, se heurtent à ce manque de perspective. La crise démocratique et politique qui en découle, dont le décrochage populaire est le symptôme le plus inquiétant, est un puissant facteur de droitisation des idées et de promotion des vieux discours ripolinés de l'extrême droite. Nous ne pourrions être à nouveau entendus que si nous offrons une véritable alternative pour laquelle il vaille la peine de s'engager.

Une perspective suppose un projet politique cohérent qui s'appuie sur ce qui naît en « contre » de la société actuelle et qui peut rassembler dans ses objectifs (pas forcément sur telle ou telle mesure) des catégories diverses mais nombreuses du peuple. Pour exprimer ce que nous proposons, on ne peut pas se contenter de déclarations d'intention et de mesures programmatiques (qui, d'ailleurs, devraient se construire au fur et à mesure du rassemblement, à partir de toutes les contributions de celles et ceux qui y participeront). Il faut partir de ce qui s'exprime dans les luttes et mouvements actuels et dans les idées, en ordre dispersé, mais qui fait sens : dignité des salariés contre les pratiques de voyou des patrons du CAC40, dignité de tous les êtres humains, solidarité avec les réfugiés qui fuient la guerre et le chaos, contestation croissante des masses d'argent empochées et en plus dissimulées autant qu'ils le peuvent par ceux qui en profitent, aspiration à une démocratie « citoyenne » et au respect des élus à l'égard des citoyens, conscience que la planète est notre bien commun et des dangers qui la menacent ; mais aussi prise de conscience que nos libertés peuvent être menacées ou que l'Europe actuelle est à l'opposé de ses supposées solidarités. Chaque mouvement dans les idées ou dans les mobilisations ne fait pas un rassemblement majoritaire mais contribue à faire grandir une possible alternative. D'ailleurs qui est capable de dire sur quel sujet peut se développer un grand mouvement social ? Peut être le « code du travail »...En tout état de cause, il est important que notre projet ait un fort contenu idéologique, qui rende visible « de quel point de vue nous parlons », celui de la grande majorité du peuple, qui rende visible les valeurs universelles dont nous nous réclamons, celles qui ont inspiré depuis 1789 toutes les avancées émancipatrices (en rupture avec les pseudo valeurs de la « France éternelles », les ruptures nécessaires avec les idées et politiques dominantes : financiarisation de l'économie, marchandisation généralisée, consumérisme, « colonialisme » à l'égard du Sud.

La rupture doit également concerner notre conception du pouvoir (dans les institutions comme dans les entreprises), et être cohérente avec nos propres pratiques politiques. Aussi faut-il pouvoir assumer dès maintenant que nous voulons participer à une reconstruction de la gauche avec tous les citoyens organisés ou non qui le veulent, que nous entendons évidemment y défendre nos valeurs et y apporter nos idées, mais que la cohérence se fera par la délibération commune sur laquelle les citoyens participants se prononceront.

En 2008 nous étions quelques uns à vouloir utiliser le terme de Front Populaire. La majorité y a préféré l'idée de Front de Gauche. Aujourd'hui je vois réapparaître « Front Populaire » dans d'assez nombreuses contributions. Mais ce qui me paraît essentiel dans la situation actuelle quand les désillusions politiques sont si grandes depuis 2012, quand les contradictions sont si fortes au sein des catégories populaires en colère, c'est l'audace d'appeler le peuple à débattre et à décider

lui-même d'une nouvelle page progressiste.

Dire « le FDG a échoué on passe à autre chose » est un peu court ! Bien évidemment les résultats électoraux ne sont pas bons et la cohésion de la campagne présidentielle de 2012 a fait long feu. En fait, l'objectif affiché de rendre le FDG populaire n'a pas été tenu et chacun est placé aujourd'hui devant ses responsabilités. Nous ne pouvons en rester là : le FDG est un repère politique qu'il serait hasardeux d'abandonner pour des objets non identifiés. Au contraire, tirons les leçons de ce que le FDG n'a pas réussi pour appeler à sa reconstruction populaire, et affrontons ainsi l'échéance de 2017 : plus nous mettrons ainsi en mouvement des femmes et des hommes attachés à un vrai changement, plus nous rendrons possible que la construction d'un programme, partant des acquis de l'*Humain d'abord*, et les choix de candidatures se fassent dans le cadre de ce processus. Chacun devra alors en tenir compte.